

Des parlementaires britanniques se prononcent contre le Mur

**Partage international n° [193](#) -
Septembre 2004**

Faisant écho aux récents jugements émis par la Cour internationale de justice et les Nations unies, des parlementaires britanniques ont signé un Appel à Israël pour qu'il démantèle le « Mur » qu'il est en train de construire en Transjordanie, sur les Territoires occupés. Un nombre record de signatures (202) a été recueilli pour ce genre de motion. En juillet 2004, cette « Motion 407 », adoptée symboliquement en début de séance [*Early Day Motion 407*], demande à Israël de « *cesser immédiatement de construire ce mur de séparation* », arguant, outre « *qu'il empiète profondément sur les territoires palestiniens* », d'autres motifs, à la fois humanitaires et légaux :

- *plus de 274 000 Palestiniens vivent dans 122 villes et villages cernés par le Mur ou piégés entre celui-ci et les frontières internationalement reconnues de l'Etat hébreux, certains habitants ayant même besoin de permis israéliens pour continuer à vivre chez eux ;*

- *400 000 Palestiniens supplémentaires vivant à l'est du Mur seront séparés de l'accès à leurs fermes, à leurs emplois, aux marchés, aux hôpitaux et aux écoles ;*

- *le Mur aura de sévères conséquences humanitaires sur 30 % de la population palestinienne de la rive occidentale ;*

- *les chiffres publiés par les Nations unies révèlent que 54 des colonies israéliennes situées en Transjordanie et 63 % des colons se trouveront sur le côté israélien du Mur, ce qui donnera à ce pays un contrôle presque total sur les terres les plus fertiles et le système aquifère qui fournit la plus grande partie des ressources en eaux de la Transjordanie ;*

- *ce Mur [...] viole les articles 53 et 147 de la quatrième Convention de Genève, lors de laquelle la*

Grande-Bretagne s'était montrée l'une des plus actives - une Convention qui interdit par un occupant toute destruction de propriété et l'enfermement de personnes. »

Richard Burden, président du groupe parlementaire, tous partis confondus, « Grande-Bretagne et Palestine », qui a déposé cette motion, a déclaré qu'il ne s'agissait plus de proposer à la communauté internationale « *seulement de décider, mais d'agir. En d'autres situations où des pays ont délibérément bafoué leurs obligations internationales et violé les droits de l'homme, la communauté internationale a cherché à mettre en place tout un éventail de réactions, y compris économiques. Il est temps d'agir de même avec Israël.* »

Israël

Sources : alawda.org ; The Daily Star, Grande-Bretagne

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)